

Je l'aime à mourir



Difficile de ne pas penser à la célèbre chanson de Francis Cabrel lorsqu'on tombe sur les débats de l'Assemblée nationale concernant le projet de loi sur l'éducation à la « défense nationale », comprenez propagande militariste au collège. Je ne vous invite pas à aller lire le rapport sur cette proposition adopté par l'Assemblée courant mars, tant elle est claire quant au projet de nos gouvernants concernant la jeunesse. Voilà un petit florilège des saloperies qu'on peut entendre dans la bouche de nos députés planqués : « éducation d'une culture de la défense nationale de nature à faire aimer notre pays » (jusqu'à mourir pour lui, ndlr), « il s'agit de préparer les lignes arrières qui aident les militaires à faire la guerre – c'est le devoir de chaque citoyen. « On a le droit de ne pas être d'accord, mais on ne peut pas être divisés lorsqu'il s'agit de la défense de notre pays », tout ça pour finir sur le légendaire « Si vis pacem, para bellum – qui veut la paix prépare la guerre ; voilà le principe qui inspire ce texte. » C'est dire le niveau des débats de ces bons bourgeois nous concernant.

Pour mieux comprendre, l'objectif de ce projet de loi est de permettre à l'institution militaire d'intervenir dans les écoles et collèges, afin de resserrer les rangs en enseignant la « culture de la défense », la « nécessité du sacrifice », « l'amour du pays ». 35 séances par an sont prévues en remplacement ou complément des cours d'éducation civique, la nouveauté étant que ces classes défense seront animées par des réservistes de l'armée et non des enseignants. Deux objectifs à ce nouvel enseignement si enrichissant pour les marmots : « cimenter l'unité nationale », c'est-à-dire limi-

ter au maximum les possibilités de révoltes, briser les futures contestations avant même qu'elles apparaissent, redorer l'image des forces de répression et de la classe politique aux yeux du bon peuple. Cet objectif paraît difficile à atteindre, tant le niveau de détestation est élevé après bientôt 10 ans de macronisme, mais la volonté est là. Le deuxième objectif est de nous faire comprendre que ça y est la guerre est en cours et on va tous devoir y participer. Et on peine à croire le rapporteur de ce projet de loi lorsqu'il claironne sans honte que « personne, dans notre pays, ne souhaite la guerre ». Pour sûr, j'irai même plus loin à dire que « personne, dans notre monde, ne souhaite la guerre ». Personne ne la souhaite mais va quand même falloir y aller pour les beaux yeux de nos dirigeants.

La pression sur les lycéens devient de plus en plus lourde, nous évoquons déjà le nouveau service militaire volontaire dans le dernier numéro, ajoutons les grands coups de com' à la Tibo Inshape et compagnie et on comprend vite que les ados sont vraisemblablement la cible principale, morbide passion internationale de voir des jeunes s'entre-tuer depuis des siècles. Dans quelques lycées de France la riposte s'organise, à Rennes ou encore au Mans, nous avons vu ces derniers mois s'organiser des blocages et manifestations ayant notamment permis d'empêcher une opération de recrutement de l'armée de terre au lycée Jean-Macé au mois de janvier. Naturellement ce n'est que le début, croyez bien qu'on ne se laissera pas embrigader si facilement et que les uniformes nous feront toujours gerber.

Dans la guerre y'a ceux qui en crèvent et ceux qui se remplissent les poches. Et sûr que nous autres ne sommes pas dans la deuxième catégorie. Alors espérons que ce projet de loi n'ira pas plus loin que feu le SNU et que jusqu'ici on soit de plus en plus nombreux à cultiver l'esprit de défiance, la détestation de nos armées et des salopards de bourgeois qui veulent nous faire aimer la nation jusqu'à crever pour elle.



AVRIL 2023

TIRE-AU-FLANC



CONTRE LA GUERRE / CONTRE L'EXPLOITATION

ZERO SACRIFICE POUR LA NATION

« Pour être craint, il faut être puissant », proclamait l'an dernier Macron, grimé en héros de Top Gun, posé devant une escadrille de Rafales comme sur l'affiche d'un blockbuster militaire. Sous la pression des Etats-Unis et dans un contexte géopolitique tendu où chaque puissance tente de prendre l'initiative dans le monde infernal qu'on nous prépare, la France suit sa grande soeur allemande, passée du « plus jamais ça ! » à la défense inconditionnelle de l'arme nucléaire et du militarisme. L'économie de guerre s'impose désormais au cœur du débat public depuis l'invasion de l'Ukraine, et le pays s'y engage à marche forcée. La thune des finances publiques est reorientée massivement vers le budget militaire, l'industrie de l'armement devient un secteur stratégique prioritaire, et la souveraineté nationale sert de justification permanente, tandis que les politiques d'austérité sont légions. Un seul mot d'ordre domine : le sacrifice. Le chef d'état-major l'a rappelé sans détour : il faudra désormais « accepter de perdre ses enfants ». Puissance exportatrice d'armes, la France voit dans la multiplication des conflits une opportunité économique, même si elle ne dispose pas des capacités pour engager massivement sa propre population dans la guerre. Elle privilégie donc un soutien à l'État ukrainien fondé sur les financements, la formation militaire et les livraisons d'armes. La guerre n'est pas seulement une affaire d'intérêts privés, c'est l'alignement forcé de toute la société derrière l'État. C'est le capitalisme sur la base nationale qui s'affronte à un autre, tandis que l'État impose son contrôle sur l'économie : il oriente les capitaux, sécurise les matières premières, planifie la production et arbitre les priorités. Ce ne sont pas seulement quelques géants de l'armement comme Thalès, mais des milliers d'entreprises civiles et militaires participant directement ou indirectement aux massacres en cours un peu partout¹. Toute la classe politique se met au garde-à-vous derrière les intérêts de la bourgeoisie française.

En France, le sacrifice exigé ne se traduit pas immédiatement par des morts — même si cette perspective peut surgir plus vite qu'on ne l'imagine — mais il s'impose déjà dans chaque aspect de nos vies de prolos. Ce sont d'abord les mentalités qu'on façonne : on nous intime de fermer nos gueules, de ne plus manifester ni lutter au sein des entreprises, d'accepter qu'en temps de guerre la lutte de classes doive s'effacer derrière « l'unité nationale

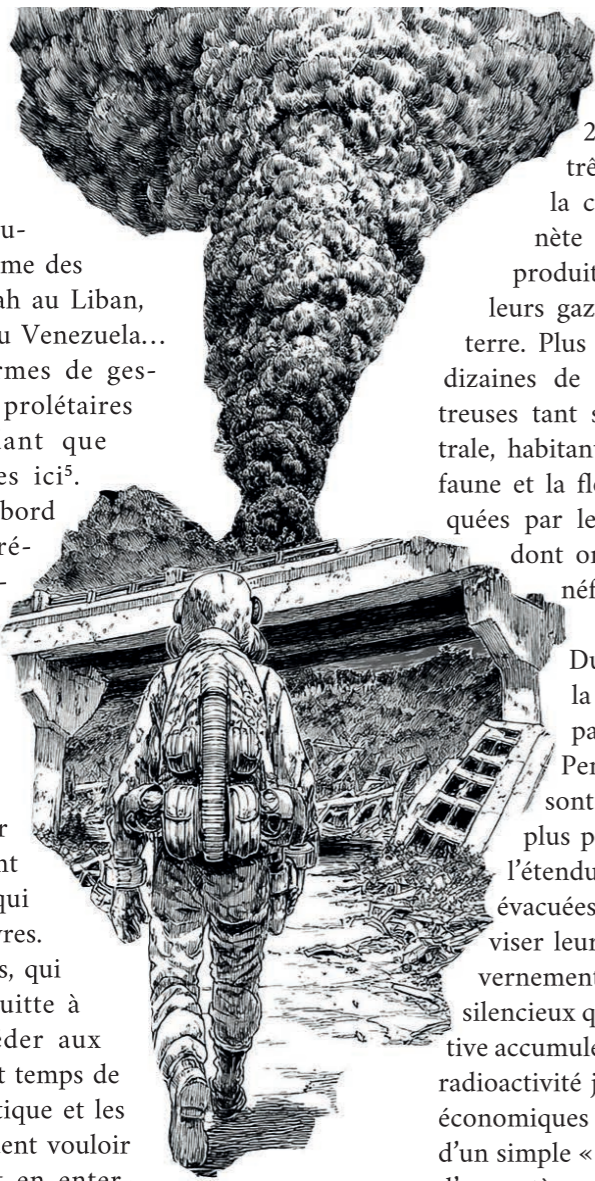
». On nous prépare à une discipline toujours plus brutale au travail, des patrons qui pressurisent pour produire des marchandises et des services à bas prix en baissant les salaires². À cela s'ajoute une inflation galopante, du kilo de beurre au litre de gasoil, dont les prix flambent davantage depuis le blocage du détroit d'Ormuz. Depuis une vingtaine d'années, les États diminuent drastiquement le coût de la reproduction sociale. Cette dynamique du capitalisme est accélérée par l'économie de réarmement, un véritable changement de cap pour l'économie nationale du pays, ce qui veut dire : plus un radis d'ici quelques temps pour les minimas sociaux, le chômage, l'aide au logement, l'éducation, la santé... Et dans cette atmosphère, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, chacun défend désormais « la nation » ; le travail à la française, l'agriculture à la française, la culture à la française, la guerre à la française et la défense des frontières et du capital... français.

Une partie de l'opposition au macronisme — la gauche du capital — se drape d'humanisme tout en noyant les manifestations sous les drapeaux et les prises de position nationalistes³. Cette mouvance recycle une idéologie anti-impérialiste confuse, sorte de monstre abject issu des années 60-70, qui a montré son penchant contre-révolutionnaire. Si l'on regarde ce qu'il s'est passé au hasard en Algérie, en Afrique du Sud, en Afghanistan⁴, et dans toutes ces belles dictatures issus de mouvements sociaux, ceux qui voulaient s'émanciper ou améliorer leur vie ont été massacrés par de nouvelles bourgeoisies locales et les luttes pour mettre fin au capitalisme et à la colonisation ont été étouffées derrière les nationalismes des « pays du sud » prétendument libérateurs. Aujourd'hui encore, cette mascarade consiste à défendre l'ancien bloc de l'Est et les pays non-alignés, à savoir des États capitalistes qui oppriment leur population comme les autres, en nous faisant passer leur anti-américanisme et les milices religieuses de fafs pour une résistance au capitalisme. À une époque où la parole politique



FUKUSHIMA MON AMOUR : CHRONIQUE D'UN CAPITALISME IRRADIÉ

ne vaut rien, où le spectacle sert de cache-misère aux projets mortifères de tous les camps, la gauche n'a plus grand-chose à envier à Trump sur le terrain de la rhétorique. Il faudrait soutenir l'État ukrainien, le régime des mollahs en Iran, le Hezbollah au Liban, le Hamas à Gaza, Maduro au Venezuela... Bref, défendre d'autres formes de gestion du capitalisme, où les prolétaires sont écrasés là-bas pendant que leurs luttes sont récupérées ici⁵. Critiquer la guerre, c'est d'abord s'opposer à ceux qui la préparent, l'organisent et l'imposent, quels que soient les régimes, et rejeter tous ceux qui exigent qu'on se sacrifie pour les intérêts d'un État contre un autre. Tous ceux qui maudissent la guerre devraient réfléchir à la seule position réellement défendable : soutenir ceux qui refusent de tuer d'autres pauvres. Les déserteurs, les esquiveurs, qui préfèrent trahir la patrie quitte à tout perdre. Plutôt que céder aux sirènes du nationalisme, il est temps de refuser la soumission patriotique et les illusions de ceux qui prétendent vouloir une guerre alternative tout en enterrant toute perspective révolutionnaire.



Il y a des anniversaires dont on ne souhaite pas raviver le souvenir. La «catastrophe» de Fukushima en fait clairement partie. En mars 2011, au Japon, un séisme d'une violence extrême provoque l'explosion de trois réacteurs de la centrale de Fukushima Daiichi et plonge la planète dans l'effroi. Des particules radioactives et des produits chimiques sont libérés à foison répandant leurs gazs et déchets mortifères dans les airs, l'eau et la terre. Plus de 160 000 personnes sont évacuées, plusieurs dizaines de milliers de morts et des conséquences désastreuses tant sur la population locale (travailleurs de la centrale, habitants des alentours et du reste du pays) que sur la faune et la flore. Et cela sans parler des morts lentes provoquées par les maladies, cancers et malformations multiples dont on découvre encore aujourd'hui les conséquences néfastes et qui impacteront plusieurs générations.

Du jour au lendemain, l'Etat japonais - main dans la main avec TEPCO (Tokyo electric power company)- s'emploie à minimiser l'ampleur du désastre. Pendant que les dirigeants rassurent les caméras, ce sont les ouvriers, les intérimaires et les prolétaires les plus précaires qui sont envoyés au front pour mesurer l'étendue des dégâts, au péril de leur vie. Des familles sont évacuées manu-militari et celles qui restent doivent improviser leur survie au cœur de ce merdier infernal. Le gouvernement fournit des dosimètres à gogo, ce petit compteur silencieux qui égrène le temps qu'il leur reste, la dette radioactive accumulée jour après jour. Et, comme toujours, les seuils de radioactivité jugés « acceptables » évoluent au gré des intérêts économiques et politiques du moment. Car Fukushima n'a rien d'un simple « accident ». Cette catastrophe est le produit direct d'un système fondé sur la recherche du profit, à la racine même du développement de l'industrie nucléaire. Dans ce contexte, la catastrophe devient un moyen pour l'Etat de renforcer la répression, le contrôle et la militarisation de tous les aspects de la vie des prolétaires. Pour les bourgeois, il ne s'agit pas seulement de « gérer » une crise sanitaire ou industrielle, mais aussi d'expérimenter les moyens de contenir toute réaction collective, d'étouffer toute contestation avant qu'elle ne prenne forme.

Quinze ans après l'explosion des réacteurs, les charognards continuent de traiter Fukushima comme un territoire de reconquête économique et militaire. Dès 2011, le projet « Fukushima Innovation Coast » est lancé comme programme national avec un objectif clair : relancer l'industrie à Hamadori - région de Fukushima - sous couvert de « gestion des catastrophes » et de démantèlement nucléaire. Derrière cette vitrine : le développement de champs à hydrogène, l'agriculture industrielle robotisée, la recherche médicale, l'aérospatial, les drones, la robotique et les technologies de pointe. Entre 2018 et 2023, la majorité des infrastructures sortent de terre : une véritable usine-ville pensée pour l'innovation industrielle. Mais depuis 2011, le contexte mondial a changé. La guerre s'intensifie, chaque État cherche sa place dans le marché colossal de l'armement, et le Japon suit la cadence. Ce projet lancé dix ans plus tôt devient l'outil idéal pour accélérer ses

ambitions aujourd'hui : révision de la Constitution pacifiste, augmentation du budget militaire, relance du nucléaire, développement et exportation d'armes.

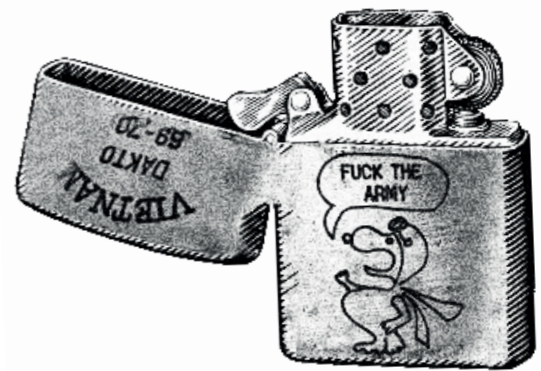
Fukushima n'est plus seulement une zone sinistrée : c'est un territoire restructuré pour les besoins du capital, du contrôle social et de l'économie de guerre. Sanae Takaichi — qui affirmait en 2011 qu'« aucune mort n'avait été causée par l'accident nucléaire » — ne défend plus les positions affichées par le gouvernement à l'époque sur le « démantèlement du nucléaire » et réadapte le discours en fonction des intérêts capitalistes de l'Etat. Désormais, priorité au réarmement et à la relance atomique, au Japon comme ailleurs : business is business. En 2013, tous les réacteurs nucléaires avaient été mis à l'arrêt. Le gouvernement vise désormais d'atteindre 20 à 22% de nucléaire dans la production d'électricité du pays dans la prochaine décennie. Derrière le vernis technologique du « Fukushima Innovation Coast », on retrouve le vrai visage du projet : production et expérimentation de technologies militaires de pointe — drones, robotique, dispositifs de surveillance, appareils de reconnaissance. La catastrophe devient un laboratoire à ciel ouvert. Quand on parle de « reconstruction » de la région, il ne s'agit en réalité que de la reconstruction du système d'exploitation au profit de la guerre. De nombreux logements à bas coûts sont construits pour attirer les prolétaires qui ont tout perdu après l'explosion de la centrale, pour retourner vivre et travailler parmi les effluves nucléaires. Sous couvert de relance économique, l'Etat recycle la misère et réinjecte une main-d'œuvre précaire dans des territoires contaminés. Des partenariats sont organisés dans les écoles primaires, lycées et universités pour diffuser la propagande nauséabonde de l'Etat sur les bienfaits de la résilience d'un pays face au massacre de l'atome. On apprend aux gosses à piloter des drones, à célébrer l'unité nationale, à défendre l'Etat et son drapeau pendant que les mêmes responsables continuent d'empoisonner les terres et les corps.

Et pour faire tourner cette nouvelle machine de guerre, les capitalistes ont besoin du nucléaire — et donc de Fukushima. Les centrales alimentent l'appareil industriel, la circulation des marchandises, les infrastructures numériques, les transports, les communications. Bref, toute la mécanique indispensable au fonctionnement du capitalisme et des besoins stratégiques de l'Etat. Le nucléaire ne se limite pas aux centrales : il infiltre tous les aspects de la vie sociale — santé, alimentation, logement, transports, industrie. L'Etat japonais joue précisément sur cette dépossession totale de vivre selon nos choix en faisant planer la menace constante qu'aucun autre monde n'est possible sans le nucléaire tant le monstre est colossal. Il faudrait accepter l'empoisonnement, le contrôle, la menace permanente de destruction. Pour le moment, quelques faibles réactions se font entendre au Japon. Tout d'abord par un refus quasi majoritaire des habitants de retourner vivre dans les zones contaminées. Quelques manifestations et rassemblements parcellaires continuent d'exister et s'opposent au projet à Hamadori. Ces derniers mois, des dizaines de milliers de personnes sont aussi descendues dans les rues contre la guerre et la révision de la Constitution, notamment à Tokyo. Mais ces mobilisations restent strictement encadrées : défilés pacifiques, slogans inoffensifs, aucune attaque directe contre l'Etat ou le capital. Nous sommes bien loin des années 1970, lorsque le mouvement anti-militariste japonais s'en prenait frontalement aux bases militaires et au gouvernement avec une détermination offensive. Qu'au Japon renaissent des luttes contre le nucléaire, la guerre et leur monde, et c'est toute une mémoire collective des résistances passées qui pourrait refaire surface. Les mauvais jours finiront, après l'orage atomique reviendra une nuit sans cendres invisibles.

Le 7 avril 2026 un employé du géant de papier hygiénique américain Kimberly-Clark, en a eu ras le cul de sa paye de merde. Après avoir tranquillement dit bonjour à ses collègues, il a commencé à se filmer avec son téléphone en main. Il s'exclame alors : « tout ce que vous aviez à faire c'était de nous payer assez pour vivre ». D'un geste calme il allume alors son briquet et met le feu à tout l'entrepôt. Bilan, environ 500 millions de dollars partis en fumée. Le camarade saboteur s'est malheureusement très rapidement fait prendre et risque maintenant jusqu'à 10 ans de prison.

Cette histoire n'est pas seulement un fait divers, elle fait écho à une période d'intensification de l'exploitation partout dans le monde : bas salaires, augmentation des cadences, compétition sur le marché du travail, myriade de petits emplois qui se réduisent à de petites tâches et nous plongent dans les abysses d'un monstre sous forme de chaîne de production dont nous ne voyons ni la fin ni le début. Même monstre d'ailleurs qui augmente en permanence le prix des produits qui nous permet de nous nourrir, nous loger, nous soigner etc... Et si parfois un patron ou l'Etat daigne nous lâcher quelques miettes, rien ne nous garantit que notre condition en sera réellement améliorée. Le salaire ne suffit jamais ! Il n'y a nul doute que les capitalistes sont en train de nous faire payer leur compétition et leur guerre.

Rien d'étonnant donc à ce que par ci par là certains passent à l'action contre les patrons. Que ce soit par le sabotage, le vol de la marchandise, le refus d'aller travailler ou bien d'autres méthodes qui permettent de poser frontalement le conflit de classe en tapant là où ça fait mal au capital ! Brûler ton lieu de taf et les moyens de production, ça marche ! Ça fait partie des possibilités - à un ou plusieurs - pour s'attaquer aux patrons et poser les bails. Du moment qu'on garde un briquet à portée de main.



N O T E S

¹ Le secteur de la défense n'est pas autonome, il suit les directives étatiques, de plus les innovations militaires irriguent toujours le civil, militaire et civil étant toujours plus imbriqués.

² Que la France ait tertiarisé en partie son économie n'y change rien puisque ce secteur participe à la production en fournissant des services aux entreprises.

³ On se rapellera d'ailleurs de la phrase lâchée par le chef des insoumis dans une usine du philanthrope Dassault inaugurée en 2025 : « je suis un fan du Rafale dans l'aviation mondiale » ou encore « j'admire beaucoup la maison Dassault, le travail qui a été fait pendant toutes ces années » !

⁴ En Algérie le système politique reste dominé par l'armée et les appareils d'État hérités du Front de libération nationale (FLN) qui repose sur un nationalisme délirant, un pouvoir présidentiel fort et une grande répression politique, en Afrique du sud c'est l'ancien mouvement de libération de l'African National Congress (ANC), qui gouverne dans une logique libérale au milieu des scandales de corruption, connu pour la répression sanglante des mineurs, tandis qu'en Afghanistan ce sont les Talibans qui contrôlent le pays depuis 2001, un mouvement islamiste fondamentaliste basé sur un pouvoir théocratique centralisé, une forte répression de la population, notamment des femmes. Merci l'anti-impérialisme! Colonisés de tous pays méfiez-vous des bourgeoisies nationales et de leurs soutiens !

⁵ Ce qui se traduit concrètement par une critique superficielle de la situation, une simple dénonciation de quelques industriels de l'armement ou de certains milliardaires réactionnaires, comme si l'ensemble des capitalistes ne rêvait pas de s'en foutre plein les poches en profitant de la situation.